



---

2 février 2026

## **Dans nos villes les enfants ne sont pas des citoyens et citoyennes de seconde zone**

Les élues et élus du RFVE ont pris connaissance avec consternation de la commercialisation par la SNCF d'une nouvelle classe Optimum interdite aux enfants de moins de 12 ans (comme l'était déjà la classe Business première). Cette tendance à écarter les enfants de différents lieux accueillant du public, que nous constatons dans d'autre sphères comme des hôtels ou restaurants adoptant des politiques "No kids", nous révolte : tolèrerions-nous l'exclusion de certaines catégories d'adultes des trains ? Pourquoi une telle discrimination, punie par la loi par ailleurs, serait-elle admise lorsqu'il s'agit d'enfants ?

A l'heure où la baisse de natalité interroge la société française et où la question du vivre ensemble est posée régulièrement, la place des enfants et des adolescents dans nos espaces collectifs est un enjeu politique majeur. Elle renvoie au modèle de société que nous souhaitons collectivement promouvoir entre mixité et partage ou entre-soi et fragmentation des espaces sociaux. Elle interroge aussi et surtout sur les droits que nous, adultes, sommes prêts à reconnaître aux plus jeunes. Par ailleurs éloigner les enfants, c'est éloigner les familles, qui plus est les femmes qui, majoritairement, s'en occupent au quotidien.

Ces attaques répétées contre leur présence dans certains espaces du quotidien et le conservatisme éducatif ambiant renvoyant au laxisme supposé des parents qui justifierait cette mise à l'écart des enfants, nous renforcent dans notre volonté d'affirmer le droit à la ville pour les plus jeunes.

Dans nos villes, nous considérons les enfants comme des citoyens et citoyennes à part entière, qui ont donc toute leur place dans l'espace public et dans les

services publics. Plutôt que de mettre en œuvre des démarches pour les exclure, nous travaillons à rendre la vie et la ville plus faciles pour eux et pour leurs parents, leur donner des espaces de jeux, d'expression, de participation citoyenne. C'est la ville à hauteur d'enfants, accessible, sûre et accueillante, avec par exemple des circulations plus sécurisées ou des espaces de jeux intégrés aux lieux publics.

Au sujet des trains, nous n'avons même pas besoin de prendre exemple sur nos voisins plus vertueux, puisque la SNCF elle-même proposait des espaces de jeux dans les trains Corail à partir de 1982. C'est donc à un retour en arrière auquel nous assistons aujourd'hui.

Villes engagées pour les enfants et leurs familles, nous continuerons à revendiquer la fin de la société adultiste et espérons que la SNCF fera machine arrière pour revenir à une politique plus inclusive pour nos citoyens les plus vulnérables. Rêvons plutôt d'une classe Optimum familles, avec des tarifs accessibles, des vrais espaces de jeux, des toilettes adaptées ou encore un lieu pour allaiter confortablement.

**Contact presse**  
**Émilie Kuchel - présidente**  
**06 69 96 53 12**